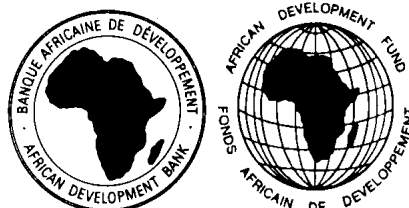


**BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT  
FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT**



**ROYAUME DU LESOTHO**

**RAPPORT DE LA REVUE DE PERFORMANCE  
DU PORTEFEUILLE PAYS**

Département régional – Région Sud A  
Septembre 2009

## TABLE DES MATIÈRES

Page

<b>I.</b>	<b>INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>II.</b>	<b>VUE D'ENSEMBLE DU PORTEFEUILLE EN COURS</b>	<b>1</b>
2.1	Principales caractéristiques des projets en cours	1
2.2	Evaluation générale de la performance du portefeuille	2
2.3	Evaluation comparative de la performance du portefeuille	7
<b>III.</b>	<b>ÉVALUATION DE LA CAPACITÉ DE GESTION ET D'EXÉCUTION ET COORDINATION DES ACTIONS AVEC D'AUTRES DONATEURS</b>	<b>8</b>
3.1	Performance du Gouvernement	8
3.2	Performance du Groupe de la Banque	9
3.3	Evaluation de la coordination du Groupe de la Banque avec les autres donateurs	10
3.4	Evaluation des cofinanciers dans les projets cofinancés	11
<b>IV.</b>	<b>PROBLÈMES POTENTIELS ET LEÇONS POUR LA GESTION DU PORTEFEUILLE ET LE DOCUMENT DE STRATÉGIE</b>	<b>11</b>
4.1	Eventuels problèmes futurs et mesures d'atténuation	11
4.2	Leçons pour la gestion du portefeuille et le DSP	12
<b>V.</b>	<b>CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS</b>	<b>12</b>
5.1	Conclusion	12
2.2	Recommandations	13

### ANNEXES

- I Principaux indicateurs du développement
- II(A) Opérations du Groupe de la Banque au Lesotho depuis 1974
- II(B) Instantané du portefeuille des projets en cours et projets en réserve
- III Résumé des mesures spécifiques nécessaires pour les projets en cours

### TABLEAUX

Tableau 1: Principales données du portefeuille

Tableau 2: Notation de la performance des projets en cours, au 31 août 2009

Tableau 3: Projets potentiellement à problème, projet à problème et projets à risques

Tableau 4: Évolution de la performance du portefeuille (2007-2009)

Le présent rapport a été établi à l'issue d'une mission de préparation de la Revue de performance du portefeuille pays, effectuée au Lesotho du 19 juillet au 1<sup>er</sup> août 2009, par une équipe composée de MM. George Honde (Economiste pays supérieur, ORSA), Félix Bongjoh (Analyste Education en chef, OSHD.2), Timothy Mkandawire (Chargé de gestion financière supérieur, OSAN.4) et Ali Bahar (Consultant, ORSA). Pour toute question concernant ce rapport, prière de s'adresser à M. A. Beileh (Directeur, ORSA).

## SIGLES ET ABRÉVIATIONS

BAD	:	Banque africaine de développement
BADEA	:	Banque arabe pour le développement économique de l’Afrique
CGP	:	Cellule de gestion de projet
DFID	:	Département du développement international (Royaume Uni)
DSP	:	Document de stratégie pays
EPPP	:	Evaluation de la performance du portefeuille pays
FAD	:	Fonds africain de développement
FAT	:	Fonds d’assistance technique
FSN	:	Fonds spécial du Nigeria
GoL	:	Gouvernement du Royaume du Lesotho
HNRRIEP	:	Projet d’amélioration des ressources naturelles des hautes terres et du revenu rural
ISP	:	Projet d’appui institutionnel
KFAED	:	Kuwait Fund for Arab Economic Development
MFDP	:	Ministère des Finances et de la Planification du Développement
MOET	:	Ministère de l’Education et de la Formation
MOPWT	:	Ministère des Travaux publics et des Transports
M	:	Maloti
PP	:	Projet à problème
PPP	:	Projet potentiellement à problème
PSIRP	:	Programme d’amélioration et de réforme du secteur public
RAPP	:	Revue annuelle de la performance du portefeuille
RPPR	:	Revue de la performance du portefeuille pays
SHRP	:	Programme d’appui aux réformes du secteur de la santé

## EXERCICE BUDGÉTAIRE

1er avril - 31 mars

## ÉQUIVALENCES MONÉTAIRES

(31 août 2009)

<b>Monnaie nationale</b>	=	<b>Maloti (M)</b>
1UC	=	1, 55333 USD
1UC	=	12,1237 M
1USD	=	7,80 M

## POIDS ET MESURES

Système métrique

## **I. INTRODUCTION**

1.1 Le présent rapport d'évaluation de la performance du portefeuille pays (EPPP) du Lesotho vise à faire part, au Conseil d'administration, de la performance du portefeuille du Groupe de la Banque dans le pays depuis la dernière évaluation<sup>1</sup> présentée à la Commission des opérations et de l'efficacité du développement du Conseil le 30 octobre 2007. Il présente un résumé des principales conclusions de l'évaluation de la performance des opérations actives, formule des recommandations dans la perspective de l'amélioration de la performance du projet afin d'atteindre les objectifs et les résultats prévus du projet et tire des leçons pour la conception des futures interventions au Lesotho. La revue s'inspire des consultations que la mission de préparation de l'EPPP, qui a séjourné au Lesotho du 19 juillet au 1<sup>er</sup> août 2009, a tenues avec le Gouvernement du Royaume du Lesotho (GoL). Par ailleurs, elle est complétée par les informations contenues dans les rapports d'étape et de mission de supervision trimestriels.

1.2 Le rapport est articulé comme suit : après l'introduction, la section 2 donne une vue d'ensemble du portefeuille en cours au Lesotho, en mettant l'accent sur ses principales caractéristiques ainsi que sur l'évaluation de sa performance. La section 3 analyse la capacité de gestion du portefeuille ainsi que la coordination de l'aide, tandis que la section 4 décrit les éventuels problèmes et leçons de la gestion du portefeuille et du Document de stratégie pays (DSP). La dernière section est consacrée à la conclusion et aux recommandations.

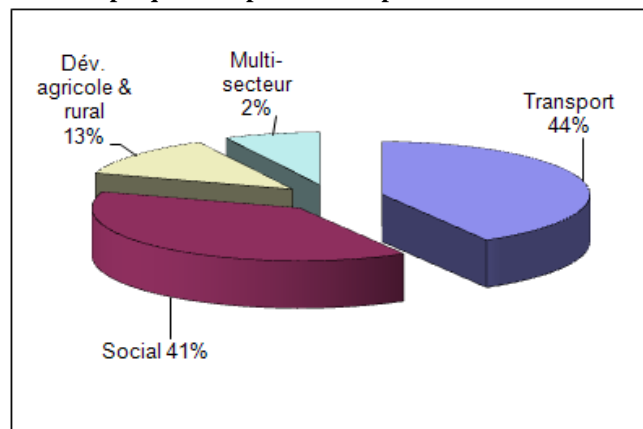
## **II. VUE D'ENSEMBLE DU PORTEFEUILLE EN COURS**

### **2.1 Principales caractéristiques des projets en cours**

2.1.1 Le Groupe de la Banque a débuté ses opérations de prêt en faveur du Lesotho en 1974. Au 31 août 2009, le montant cumulé des prêts et dons approuvés par le Groupe de la Banque au profit de ce pays s'élevait à 305 millions d'UC. Ces ressources ont servi à financer 49 opérations (38 projets, trois lignes de crédit, un programme à l'appui des réformes et sept études). Après l'annulation de cinq opérations, les engagements nets du Groupe de la Banque s'élèvent à 252,53 millions d'UC, dont 38,57 millions d'UC (15,27 %) du guichet de la Banque africaine de développement (BAD), 206,45 millions d'UC (81,57 %) des ressources du Fonds africain de développement (FAD)/Fonds d'assistance technique (FAT), et 7,51 millions d'UC (2,9 %) du guichet du Fonds spécial du Nigeria (FSN). Pour ce qui est de la

répartition sectorielle, le transport et le secteur social sont les plus grands bénéficiaires des interventions de l'institution, soit respectivement 36 % et 27,2 %, suivis des secteurs des services publics (18 %), du développement agricole et rural (7,9 %), de l'industrie (4 %), des finances (3,8 %) et des activités multisectorielles (3,2 %). Le Conseil d'administration n'a approuvé aucune opération multinationale et privée en faveur du Lesotho. A fin août 2009,

**Graphique 1: Répartition du portefeuille en cours**



<sup>1</sup> Lesotho – Rapport d'évaluation de la performance du portefeuille pays (ADB/BD/WP/2007/85-ADF/BD/WP/2006/58).

le montant cumulé des décaissements en faveur de tous les secteurs représentait 89 % des engagements, déduction faite des annulations. La liste de l'ensemble des opérations du Groupe de la Banque au Lesotho depuis 1974 figure à l'annexe II (A).

2.1.2 Au total, 39 opérations sont achevées et, au 31 août 2009, six opérations étaient en cours, dont cinq actives affichant un taux de décaissement positif. Les engagements du portefeuille actif en cours (hormis le projet du secteur de l'énergie électrique) s'élèvent au total à 39,36 millions d'UC, dont 22,60 millions d'UC ont été décaissés, soit un taux de décaissement de 57,4 %. Les transports figurent en tête du portefeuille en cours, suivis des secteurs social et du développement agricole et rural (graphique I), traduisant ainsi la priorité accordée par le Gouvernement aux secteurs social et de l'infrastructure, tel qu'énoncé dans la Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) du Lesotho. Le tableau 1 ci-dessous présente les principales données du portefeuille des opérations en cours.

**Tableau 1**  
**Principales données du portefeuille**

Projet/Secteur	Montant approuvé (m. d'UC)	Montant décaissé (m. d'UC)	Taux de décaissement (%)	Age	Non PP/PPP	PPP	PP	PP + PPP
Amélio. ress. naturel. des hautes terres & du revenu rural	5,2	5,0	96,2%	8,98		5,2		5,2
<b>Total Agriculture &amp; Développement rural</b>	<b>5,2</b>	<b>5,0</b>	<b>96,2%</b>	<b>8,98</b>	<b>0,0</b>	<b>5,2</b>	<b>-</b>	<b>5,2</b>
Projet routier Likalaneng-Thaba Tseka	10,5	8,7	82,81%	5,84	10,5			-
Prêt supplémentaire du projet routier Likalaneng-Thaba Tseka	6,8	3,4	50,07%	2,74	6,8			
<b>Total Transport</b>	<b>17,4</b>	<b>12,1</b>	<b>69,9%</b>	<b>4,29</b>	<b>17,4</b>	<b>0,0</b>	<b>-</b>	<b>0,0</b>
Appui au programme de réforme du secteur de la santé	7,4	4,3	57,84%	7,64		7,4		7,4
Projet d'amélioration de la qualité de l'éducation	8,6	0,5	5,72%	2,41	8,57			0,0
<b>Total Social</b>	<b>16,0</b>	<b>4,8</b>	<b>29,9%</b>	<b>5,03</b>	<b>8,6</b>	<b>7,4</b>	<b>-</b>	<b>7,4</b>
Projet d'approvisionnement en électricité	11,0	0,0	0,0%	0,58	11,0			
<b>Total Energie</b>	<b>11,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,58</b>	<b>11,0</b>	<b>0,0</b>		
Projet d'appui institutionnel au MFDP & MPWT	0,8	0,6	79%	4,77	0,0	0,8		0,79
<b>Total Multisecteur</b>	<b>0,8</b>	<b>0,6</b>	<b>79%</b>	<b>4,77</b>	<b>-</b>	<b>0,79</b>		<b>0,79</b>
<b>Total 2009 (avec projet d'approv. en électricité)</b>	<b>50,4</b>	<b>22,6</b>	<b>44,8%</b>	<b>4,71</b>	<b>36,9</b>	<b>13,4</b>	<b>0,0</b>	<b>13,4</b>
<b>Total 2008 (sans projet d'approv. en électricité)</b>	<b>39,4</b>	<b>22,6</b>	<b>57,4%</b>	<b>5,40</b>	<b>25,9</b>	<b>13,4</b>	<b>0,0</b>	<b>13,4</b>

## 2.2 Évaluation générale de la performance du portefeuille

2.2.1 La revue ne couvre que les cinq projets actifs, à savoir : i) le projet d'amélioration de la qualité de l'éducation (Education III) ; ii) le projet de valorisation des ressources naturelles des hautes terres et d'amélioration des revenus agricoles (HNRRIEP) ; iii) le projet d'appui institutionnel (ISP) en faveur du Ministère des Finances et de la Planification du développement (MFDP) et du Ministère des Travaux publics (MOPWT) ; iv) le projet routier Likalaneng-Thaba Tseka et v) le programme d'appui aux réformes du secteur de la santé (SHRP). Elle ne couvre pas le projet d'approvisionnement en électricité qui n'était pas actif puisqu'aucun décaissement n'a été effectué à cet égard.

**Tableau 2**  
**Notation de la performance des projets en cours, au 31 août 2009**

Titre du projet	Notation						Efficacité	
	Conformité avec les conditions	Performance en matière d'acquisitions	Performance financière	Activités & rendement	Impact sur le développement	Evaluation globale	CEP	Projets cofinancés
Agriculture et développement rural	1,3	2,0	2,5	2,0	2,0	2,0		
Améliorat. des ress. nat. des hautes terres & revenu rural	1,3	2,0	2,5	2,0	2,0	2,0	Oui	Non
Multi-Secteur	1,3	2,5	2,4	2,0	2,8	2,2		
Projet d'appui institutionne au MFDP & MOPWT	1,3	2,5	2,4	2,0	2,8	2,2	Non	Non
Social	2,5	2,0	2,7	1,5	2,9	2,4		
Appui au programme de réformes de la Santé	2,3	2,0	2,4	2,0	2,8	2,33	Oui	Oui
Projet d'amélioration de la qualité de l'éducation	2,7		3,0	1,0	3,0	2,5	Oui	Non
Transport	2,5	2,5	2,5	2,0	2,0	2,3		
Projet routier Likalaneng-Thaba Tsekat	2,5	2,5	2,5	2,0	2,0	2,3	Non	Oui
<b>RPPP 2009</b>	<b>1,92</b>	<b>2,25</b>	<b>2,53</b>	<b>1,88</b>	<b>2,41</b>	<b>2,23</b>	<b>3</b>	<b>2</b>
<b>RPPP 2007</b>	<b>1,89</b>	<b>2,0</b>	<b>2,25</b>	<b>1,73</b>	<b>2,0</b>	<b>1,97</b>	<b>2</b>	<b>2</b>

**2.2.2 Conformité avec les conditions préalables/engagements :** Tous les projets analysés se sont heurtés aux difficultés de démarrage au-delà des délais prévus, en raison des retards liés au respect des conditions. La plupart des éléments de preuve imputent ces retards aux insuffisances institutionnelles du MFDP et des ministères responsables, ce qui empêche le Gouvernement de fournir rapidement à la Banque les preuves du respect des conditions. Cependant, la situation s'est légèrement améliorée depuis la dernière évaluation de la performance du portefeuille pays (EPPP) réalisée en 2007. Les décaissements du projet d'amélioration de la qualité de l'éducation, seul projet intégré dans le portefeuille et actif depuis lors, sont devenus effectifs neuf mois seulement après leur autorisation, contre 25 mois pour le programme SHRP, 18 mois pour les projets HNRRIEP et ISP et 17 mois pour le projet routier Likalaneng-Thaba Tseka. Par conséquent, les délais moyens nécessaires pour que les projets deviennent effectifs ont légèrement diminué, passant de 17 à 16 mois (voir tableau 4). Cette récente embellie peut être attribuée à l'amélioration de la performance du Gouvernement, à la suite de la rationalisation des conditions de la Banque et du renforcement des capacités du MFDP consécutif aux réformes et réaménagement effectués récemment dans le cadre du programme d'amélioration et de réforme du secteur public (PSIRP). S'agissant du respect des conditions générales, le Gouvernement a pu signer accords de prêts et dons dans un délai de 180 jours après la date de leur approbation, bien qu'à plusieurs reprises il ait éprouvé des difficultés à satisfaire aux «autres» conditions de prêts/dons dans les délais, lesquelles conditions sont en principe exigées pour créer un cadre propice à la bonne exécution des projets en vue de leur viabilité. S'agissant des engagements en matière d'établissement des rapports, des retards ont été constatés dans la présentation des rapports d'audit annuels, notamment pour les projets HNRRIEP et ISP. Par ailleurs, certains rapports d'audit se sont avérés moins que satisfaisants par rapport aux normes de la Banque. Certes, des rapports d'activité trimestriels sont présentés régulièrement, mais ils peuvent être améliorés en termes de qualité si des preuves évidentes sont produites attestant que le projet a atteint les objectifs fixés, notamment en ce qui concerne le projet HNRRIEP. L'indicateur de respect des conditions préalables est relativement satisfaisant, soit 1,92 contre 1,89 en 2007.

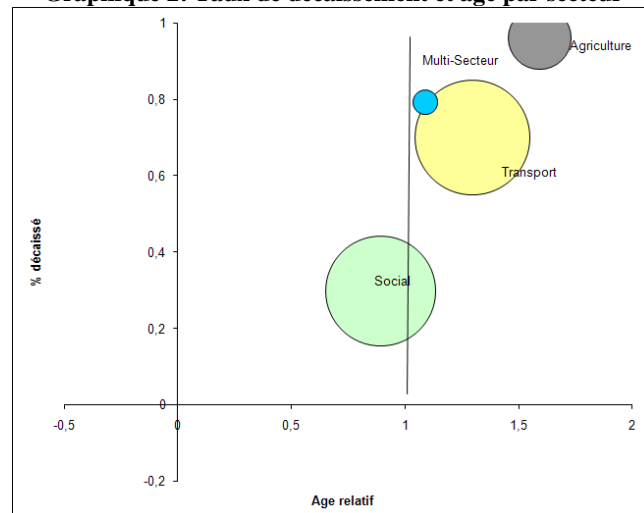
**2.2.3 Performance en matière d'acquisition :** dans l'ensemble, les cellules de gestion de projet (CGP) se sont conformées aux règles d'acquisition de la Banque. Cependant, presque tous les projets ont accusé du retard au cours de leurs premières phases d'exécution pour ce qui est des activités d'acquisition, en raison de l'insuffisance des mécanismes institutionnels ; tel a été le cas des projets agricoles, multisectoriels et sociaux. Le retard peut être attribué à la connaissance limitée du personnel des CGP en ce qui concerne les procédures d'acquisition

de la Banque. Cet état de choses explique en partie le piètre lancement des projets qui n'a accordé que très peu d'attention au transfert des compétences en matière de procédures d'acquisition, ainsi que les insuffisances des capacités des CGP. Toutefois, grâce à l'aide accrue et plus ciblée de la Banque, la performance en matière d'acquisition n'a cessé, dans la plupart des cas, de s'améliorer pendant les dernières phases d'exécution des projets. Pour aider le personnel des CGP à maîtriser ces règles, la Banque doit intensifier le renforcement des capacités des CGP en organisant régulièrement des séminaires sur la gestion des projets. Le GoL, pour sa part, fait d'énormes progrès dans le cadre du renforcement du système public d'acquisition, en mettant en œuvre les recommandations de la revue de l'évaluation des acquisitions pays 2007/2008 de la Banque mondiale préparée avec la participation de la BAD, du Département du développement international (DFID) du Royaume Uni et de Irish Aid. La performance du portefeuille en matière d'acquisition est jugée satisfaisante, avec une notation de 2,25 contre 2 en 2007.

**2.2.4 Performance financière :** En règle générale, les projets ne se sont pas heurtés aux problèmes liés à la disponibilité du financement en devises et en monnaie locale. Les fonds de contrepartie ont été fournis dans les délais et les demandes de décaissement ont respecté généralement les procédures de décaissement de la Banque. Au 31 août 2009, le ratio de décaissement<sup>2</sup> du portefeuille actif était de 14,6 %, tandis que le taux de décaissement cumulé<sup>3</sup> était de 57,4 %, contre un taux de décaissement de 29 % pendant la dernière revue de 2007. Cette amélioration résulte en partie du fait que trois (agricole, multisectoriel, routier) des cinq projets actifs sont en cours d'achèvement. Toutefois, l'actuel taux de décaissement est jugé faible au regard de l'âge moyen du portefeuille (5,9 ans). Etant donné que, d'une manière générale, la durée de vie d'un projet devrait être de cinq ans, le graphique 2 révèle que le portefeuille s'est heurté à diverses difficultés, notamment dans le cadre du projet de développement agricole et rural (HNRRIEP) qui a déjà mis plus d'une fois et demie sa durée de vie. En général, le flux des décaissements au Lesotho s'est avéré faible dès les débuts de la mise en œuvre du projet, mais il a donné des signes d'amélioration vers la fin. La performance dans ce volet s'est avérée plus que satisfaisante, avec une notation moyenne de 2,53, contre 2,25 en 2007.

**2.2.5 Activités et programme de travail :** Les retards de démarrage mentionnés au point 2.2.2 ci-dessus ont entraîné des décalages dans le calendrier d'exécution pour la quasi-totalité des projets en cours au Lesotho. Par exemple, s'il est vrai que l'exécution matérielle du projet HNRRIEP est bien avancée et que la plupart de ses activités sont achevées, il reste que les travaux de construction de cinq des 14 chalets de Bokong n'ont été réalisés qu'à 40 % et la construction du centre d'information de Butha Buthe n'a pas

**Graphique 2: Taux de décaissement et âge par secteur**



<sup>2</sup> Le ratio de décaissements se définit comme le ratio du flux de décaissements de l'année analysée au montant total des engagements nets au début de l'année du portefeuille analysé.

<sup>3</sup> Ce taux de décaissement est défini comme le ratio des montants décaissés au montant cumulative des engagements nets du portefeuille analysé.

encore commencé ; pourtant, le projet devrait s'achever d'ici à la fin de 2009. Ainsi, la clôture du projet risque d'intervenir alors que certaines de ses activités sont en cours, à moins que des améliorations considérables ne soient réalisées. Dans le même ordre d'idées, les travaux de rénovation et d'extension du Centre national de formation sanitaire (NHTC) au titre du projet SHRP se sont achevés certes, mais les travaux de génie civil de l'hôpital psychiatrique de Mohlomi ne seront pas achevés avant mai 2010, puisque aucune activité n'a été réalisée depuis le troisième trimestre 2008, après la résiliation du contrat du précédent entrepreneur. La mise en œuvre de ce projet s'est heurtée à d'autres problèmes dont : la suspension de l'exécution du projet suite aux allégations de fraude et de corruption par le personnel des CGP ; la perte du Coordonnateur de projet suite à certaines allégations, ainsi que du personnel-clé de la cellule de gestion de projet pour diverses raisons ; la lente identification des candidats à la formation à long terme ; et l'absence de revue à mi-parcours du projet en dépit de son âge. La plupart des activités du projet ISP sont maintenant achevées, à l'exception de trois activités, à savoir : i) une formation de groupe en gestion de projet; ii) une formation externe à court et à long terme ; et iii) l'assistance technique à court terme dans le domaine de l'évaluation de projet. L'achèvement de ces activités avant la fin définitive du projet le 31 décembre 2009 devrait porter le taux de décaissements du projet à plus de 90 %. Certaines questions importantes se sont posées dans le cadre de la mise en œuvre du présent projet, à savoir : le piètre lancement du projet par la Banque ; le manque d'enthousiasme du personnel du projet et leur maîtrise insuffisante des procédures et du rapport d'évaluation de la Banque ; l'irrégularité des réunions du Comité de coordination du projet ; et la lente identification et approbation, par le Gouvernement, des candidats à la formation à long terme. Enfin, le projet routier s'est heurté aux dérapages d'exécution en raison d'importants dépassements de coûts sur tous les lots 1, 2 et 3 financés respectivement par le FAD, le Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes (FKDEA) et la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA), suite à l'appréciation de la monnaie locale et à l'augmentation du prix du pétrole au plan international. Pour le Groupe de la Banque, cette situation nécessitait une nouvelle évaluation du projet en vue d'un prêt supplémentaire que le Conseil du FAD devait approuver le 16 novembre 2006. Ce volet est jugé à peine satisfaisant, avec une notation moyenne de 1,88 contre 1,73 en 2007.

**2.2.6 Impact sur le développement :** Il convient de relever qu'il n'est pas aisé d'évaluer les progrès réalisés par les projets en cours en vue d'atteindre les résultats attendus. Cela est dû essentiellement au fait que, contrairement aux projets de la Banque récemment approuvés, leurs cadres logiques n'intégraient pas systématiquement des indicateurs contrôlables. Néanmoins, la plupart des projets en cours atteindront très probablement leurs objectifs de développement. La raison fondamentale en est que, malgré les retards de démarrage de la quasi-totalité des projets, la plupart de leurs activités sont achevées ou en cours de mise en œuvre (voir 2.2.5). Concrètement, grâce à l'appui du projet ISP, 219 fonctionnaires au total ont bénéficié d'une formation de groupe à court terme dans l'utilisation de Microsoft Excel et du projet Microsoft (120 participants), dans la gestion de projet (30), ainsi qu'une formation externe à court terme dans diverses disciplines (69). S'agissant du projet routier, les lots 1 et 3 sont achevés et ouverts à la circulation. Quant au lot 1, financé par la Banque, sa période de garantie de douze mois court jusqu'en février 2010. Cependant, toute la route n'est pas encore complètement achevée puisque les travaux de génie civil du lot 2 financé par le FKDEA n'ont démarré qu'en février 2009, après le lancement d'un second appel d'offres, lorsqu'il s'est avéré pendant le premier appel d'offres que le soumissionnaire le moins disant, par ailleurs adjudicataire du contrat de travaux de génie civil du lot 3, ne disposait pas du personnel nécessaire pour exécuter simultanément le lot 2 et que la deuxième soumission la moins disante était jugée trop élevée. L'opération inhérente à l'éducation quant à elle, n'a pas encore

de véritable effet sur les résultats escomptés puisque les décaissements y afférents n'ont été effectifs qu'en janvier 2009. Jusqu'ici, la première cuvée de 165 enseignants non diplômés du primaire (sur un total estimé à 1600 pendant l'évaluation) a bénéficié d'un cours d'initiation lui permettant de suivre un programme diplômant, 310 enseignants du secondaire ont reçu une formation en méthodologie de la pédagogie et deux cadres poursuivent des études de master en Afrique du Sud. Des dispositions sont également prises en vue de la formation de 175 enseignants, en tant que conseillers à temps partiel pour les activités de lutte contre le VIH/SIDA et les travaux de génie civil pour la construction de sept établissements secondaires débiteront bientôt. Le projet d'éducation fait suite aux précédentes interventions de la Banque dans le secteur qui, dans une large mesure, ont été bien exécutées et ont atteint leurs objectifs. Avec une moyenne de 2,4 contre 2 en 2007, l'impact des projets sur le développement est jugé satisfaisant.

**2.2.7 Évaluation globale :** La performance globale du portefeuille du Groupe de la Banque pour les cinq opérations actives au Lesotho est jugée satisfaisante, avec une notation globale de 2,23 (sur une échelle de 0 à 3), contre 1,97 en 2007 (voir tableau 2). L'amélioration de la notation peut être attribuée à une meilleure maîtrise par le personnel du projet, des règles et procédures d'acquisition et de décaissement de la Banque, ainsi que de l'impact satisfaisant sur le développement. Toutefois, le GoL doit accorder une attention particulière à la mise en œuvre des activités et aux résultats du projet.

**2.2.8 Projets vieillissants<sup>4</sup> :** Si on considère le 31 août 2009 comme date limite, l'âge moyen des cinq projets actifs est de 5,4 ans, contre 4,4 ans en 2007. Cet âge moyen est par ailleurs supérieur à la moyenne de l'ensemble des pays éligibles au FAD, soit 4,2 ans<sup>5</sup> en 2007. Trois projets de l'actuel portefeuille de la Banque au Lesotho peuvent être considérés comme de vieux projets. Neuf ans après sa date d'approbation, le projet HNRRIEP s'inscrit déjà dans la catégorie de vieux projets après trois prorogations, tandis que les projets SHRP (7,6 ans) et ISP (4,8 ans) se rapprochent du seuil de projets vieillissants. Heureusement, le projet frise le taux de décaissement de 100 % et il est en voie d'achèvement. Cependant, le projet SHRP se rapproche de sa huitième année avec un taux de décaissement de 58 %, à quelques mois seulement de son achèvement (voir tableau 1).

**2.2.9 Projets potentiellement à problème et projets à problème :** Le portefeuille compte deux projets potentiellement à problème (PPP)<sup>6</sup> dans les secteurs du développement agricole et rural et social (voir tableau 3 pour les détails). Leur montant s'élève à 12,64 millions d'UC, soit un engagement à un taux de risque de 32,1 %, contre 41,1 % en 2007. Ce taux se situe hors de la fourchette généralement considérée comme satisfaisante. Toutefois, ces deux PPP devraient sortir du portefeuille dans les 12 prochains mois. Il est donc nécessaire d'accélérer l'exécution des projets, notamment du projet SHRP, afin de s'assurer que le portefeuille ne comprend aucun projet à problème.

<sup>4</sup> Selon la Banque, un projet est vieillissant s'il n'est pas achevé huit ans après la date de son approbation ou des opérations d'assistance technique dont l'âge est de cinq ans au moins.

<sup>5</sup> Revue annuelle de la performance du portefeuille 2007 (ADB/BD/WP/2008/157-ADF/BD/WP/2008/102).

<sup>6</sup> Un projet est dit "potentiellement à problème" (PPP) si à son sujet, la sonnette d'alarme a été tirée deux fois, faisant état de problèmes, notamment les retards d'entrée en vigueur après approbation ; la lenteur des décaissements ; la performance moins que satisfaisante de la gestion des acquisitions et du projet ; et les retards d'achèvement du projet.

**Tableau 3**  
**Projets potentiellement à problème, projets à problème et projet à risques**  
**Situation entre la RAPP 2007 et la RPPP 2009**

Facteur critique	Amélioration de la qualité de l'éducation	HNNRRIEP	ISP	Projet routier Likalaneng-Thaba Tseka	SHRP
<b>PPP</b>					
Retards d'entrée en vigueur après approbation	Non	Oui	Oui	Oui	Oui
<10 % décaissés 2 ans après l'entrée en vigueur du prêt	Non	Non	Non	Non	Oui
Retards d'achèvement des projets	Non	Oui	Non	Non	Oui
<b>PP</b>					
IP ou DO moins que satisfaisant (Notation <1,5)	Non	Non	Non	Non	Non

Projets à risques	Projets potentiellement à problème (PPP)	Projets à problème (PP)	Nombre total (PP+PPP)		Engagement à risques	
				%	m d'UC	%
<b>RPPP 2007</b>	2	0	2	50	12,6	41,1
<b>RPPP 2009</b>	2	0	2	40	12,6	32,1

### 2.3 Évaluation comparative de la performance du portefeuille

2.3.1 Le tableau 4 présente une performance mitigée du portefeuille du Groupe de la Banque au Lesotho en fin août 2009, par rapport à celle de l'ensemble des pays éligibles au FAD et à la performance du Groupe de la Banque mondiale au Lesotho en 2009. S'il est vrai qu'il n'existe pas de projet à problème (PP) au Lesotho et que le taux d'engagement à risques est assez faible, reste que le vieillissement des projets est un sujet de préoccupation, étant donné que certains projets ont été prorogés plus d'une fois. Toutefois, ces problèmes seront bientôt résolus, puisque les trois projets en cause devraient sortir du portefeuille au cours des 12 prochains mois.

2.3.2 Le volume moyen des projets est également très réduit par rapport à l'ensemble du portefeuille FAD du Groupe de la Banque et à celui de la Banque mondiale. Cela met partiellement en évidence le volume réduit des ressources FAD allouées au Lesotho qui restent inférieures à 20 millions d'UC. Ainsi, la Banque doit dorénavant mettre l'accent sur la sélectivité basée sur les avantages comparés de la Banque et sur l'harmonisation avec les interventions des autres partenaires au développement (PD). Le Lesotho atteindra probablement cet objectif dans l'avenir, comme en témoignent les projets en réserve de la Banque présentés à l'annexe II (B). S'agissant de l'harmonisation et de l'alignement, les interventions du Groupe de la Banque en cours au Lesotho ne donnent pas la preuve d'un niveau élevé de coordination ou d'harmonisation des interventions des bailleurs de fonds, notamment dans la conception des projets, le suivi et l'évaluation conjoints, ainsi que les revues et l'élaboration des rapports de projets.

**Tableau 4**  
**Évolution de la performance du portefeuille (2007-2009)**

Indicateur de performance	Evolution		Comparaison		
	Lesotho 2007	Lesotho 2009	FAD 2007	Banque mondiale Lesotho 2009	
Mise en œuvre & Impact	o Délai de l'approbation à l'entrée en vigueur (en mois)	17	16	16	n/d
	o Ratio de décaissement (%)	20,6	14,6	18	n/d
	o Taux de décaissement (%)	42,8	57,4	37	38,5
	o Taille moyenne des projets (en millions d'UC)	7,6	7,9	20,2	18,5 SEU
	o Engagements à risques (% d'engagements à risques)	41,1	32,1	39	0
	o Projets à problème (% des projets en cours)	0	0	7	0
	o Âge moyen des projets (en années)	4,4	5,9	4,2	3,3
	o Opérations d'investissement <10 m d'UC (% de projets)	75	80	21	60
	o Evaluation globale du projet (Echelle de 0 à 3)	2	2,2	n/d	n/d
	o Taux de supervision réel (moy. # des missions par an)	1,5	1,5	n/d	n/d
	o Utilisation des systèmes d'audit publics (% des décaissements)	0	0	33	0
	o Utilisation des autres systèmes publics de PFM (% des décaissements)	0	0	33	0
	o Utilisation des systèmes publics (% des décaissements)	0	0	43	0
Harmonisation & Alignement	o Utilisation des systèmes nationaux (%)	0	0	12	19
	o Nombre de projets cofinancés	2	2	n/d	1
	o Utilisation des méthodes axées sur le programme (#)	0	0	n/d	n/d
	o Nombre de CGP parallèles	2	3	n/d	5

Source: Revue annuelle de la performance du portefeuille 2007, autres documents de la BAD et Banque mondiale  
(Remarque: n/d: non disponible)

### **III. ÉVALUATION DES CAPACITÉS DE GESTION ET D'EXÉCUTION ET COORDINATION DES ACTIONS AVEC LES AUTRES DONATEURS**

#### **3.1 Performance du Gouvernement**

3.1.1 D'une manière générale, la performance du GoL s'est avérée satisfaisante pour ce qui est d'assurer la disponibilité des fonds de contrepartie dans les délais. Certes, le dernier réaménagement du MFDP a permis de combler certaines lacunes de conformité relevées pendant la RPPP 2007, mais on a remarqué que certains rapports d'activité et d'audit trimestriels n'étaient pas présentés dans les délais et leur qualité était en deçà de la norme. En outre, la plupart des opérations d'acquisition et de décaissements se sont avérées satisfaisantes, notamment vers la fin de la mise en œuvre des projets, tandis que le personnel des CGP gagne en expérience dans l'application des règles et procédures d'acquisition et de décaissement de la Banque. Le Gouvernement encourage également la tenue de réunions régulières auxquelles prennent part le MFDP, les ministères responsables et les organes d'exécution, afin qu'ils s'évaluent les uns les autres sur les questions liées à l'exécution du portefeuille et partagent leurs différentes expériences.

3.1.2 Malgré cette bonne performance depuis la dernière RPPP de 2007, certains domaines peuvent encore être améliorés. Le premier est lié aux difficultés auxquelles le GoL se heurte toujours dans la mise en place de véritables CGP. Par exemple, l'intervention inhérente à l'éducation s'est déjà heurtée au problème lié au démarrage timide suite à la décision du Gouvernement de confier la mise en œuvre du projet au Ministère de l'Education et de la Formation (MOET), après la dissolution de l'ex-Cellule d'appui et de coordination de projet

(PSCU), dont le personnel a été intégré dans la Fonction publique, sans dispositions transitoires de mise en œuvre. Malheureusement, cette décision est survenue après l'approbation du projet et l'entrée en vigueur des accords de prêt et de dons signés. La Education Facility Unit (EFU) qui a repris les fonctions de la PSCU n'était pas opérationnelle en raison du départ du responsable des acquisitions et des autres membres du personnel de l'ex-PSCU ; de plus, les postes vacants à la EFU n'ont pas été pourvus dans les délais, aggravant ainsi le problème. En général, presque tous les projets en cours au Lesotho, à l'exception des opérations routières, ont été confrontés aux difficultés inhérentes à la mise en place rapide de CGP efficaces, qu'il s'agisse de cellules d'exécution de projets (CEP) parallèles dotées d'un personnel contractuel recruté sur concours ou d'organes de gestion de projet au niveau des ministères dotés d'un personnel fonctionnaire. Cet état de choses traduit les contraintes de capacités auxquelles le pays se heurte en général. Lorsque le Gouvernement recourt aux CEP parallèles, on a également remarqué que les contrats d'emploi du personnel ne correspondaient pas à la durée du projet. Ainsi, certains membres du personnel pensaient que leur service se poursuivrait après la fin du projet.

3.1.3 Une CGP dotée d'un effectif complet en personnel ne garantit pas nécessairement une exécution harmonieuse du projet. Dans la plupart des projets, on remarque toujours que le personnel inexpérimenté éprouve des difficultés à se conformer aux règles et procédures d'acquisition et de décaissement du Groupe de la Banque. Cet état de chose s'explique en partie par le fait que la maîtrise des règles et procédures d'acquisition et de décaissement de la Banque nécessite beaucoup de temps. En outre, le roulement du personnel est également fortement lié aux effets du VIH/SIDA et la main d'œuvre qualifiée est souvent récupérée par le secteur privé et l'Afrique du Sud. Le GoL résout en partie le problème de rétention grâce au programme d'amélioration et de réformes du secteur public (PSIRP) dont les objectifs visent, entre autres, l'amélioration de l'effectivité et de l'efficacité de la prestation du service public par des mesures incitatives destinées à attirer et à conserver le personnel de fort calibre au sein des ministères responsables et des CGP.

3.1.4 Les responsables gouvernementaux et le personnel de la CGP n'ont pas assuré un suivi méthodique des actions convenues et des recommandations des missions de supervision. Après chaque mission de supervision, la Banque adresse au Gouvernement et à la CGP une correspondance qui met en évidence les principales conclusions et recommandations. Cependant, les CGP, notamment celle du projet HNRRIEP, ont appliqué les décisions avec trop de lenteurs. Le GoL a également accusé du retard dans l'élaboration du cahier des charges et dans le processus d'examen, en raison de l'insuffisance des capacités. D'où les décalages de mise en œuvre du projet qui ont entraîné le report des dates de décaissement à trois reprises, pour le projet HNRRIEP et deux fois pour le projet ISP et une fois pour le projet SHRP.

## **3.2 Performance du Groupe de la Banque**

3.2.1 Depuis la dernière RPPP, la Banque a pris certaines mesures pour renforcer son action visant l'amélioration de son portefeuille au Lesotho. Premièrement, la Banque a maintenu le nombre moyen de missions de supervision à 1,5 par an (la priorité étant accordée aux projets à risques). Toutefois, on pourrait améliorer la combinaison des compétences de ces missions, en tant que de besoin, en y associant davantage de spécialistes. Conformément aux recommandations de la RPPP 2007, la Banque a également organisé un séminaire sur l'administration des prêts à Maseru en décembre 2007 afin que les CGP se familiarisent avec les méthodes de la Banque. Le Conseil a récemment autorisé le transfert du Bureau régional du Mozambique en Afrique du Sud. Ses capacités de dotation en personnel étant renforcées, le

Bureau devrait surveiller de près l'engagement de la Banque au Lesotho, faciliter la communication entre la Banque et le Gouvernement, renforcer le suivi du portefeuille, promouvoir le dialogue effectif avec les autorités et les parties prenantes et renforcer la collaboration avec les autres partenaires au développement du Lesotho.

3.2.2 En dépit des récents progrès réalisés par la Banque, le Gouvernement a mis en évidence quelques problèmes qui nécessitent une attention particulière. La tendance de la Banque à changer fréquemment ses chefs de projet au Lesotho a été citée parmi les obstacles majeurs à la mise en œuvre du projet. Ces changements tendent à freiner l'élan de l'exécution du projet, étant donné que les nouveaux chefs de projet doivent se familiariser avec le projet et les problèmes propres au pays. Par exemple, le projet HNRRIEP a compté au moins cinq chefs de projet, le projet SHRP en a compté quatre, le projet ISP et le projet routier Likalaneng-Thaba Tseka en ont compté trois chacun depuis leur approbation. Les changements peuvent s'expliquer par le taux de roulement du personnel élevé, la réaffectation du personnel dans les nouveaux départements en juillet 2006, suite à l'approbation par le Conseil de la nouvelle structure organisationnelle de la Banque et au recrutement/départ de personnel. Par conséquent, il est nécessaire que la Banque veille à la stabilité des chefs de projet afin d'éviter d'inutiles interruptions d'exécution de projet.

3.2.3 Certes, les délais de réaction entre la Banque et le Gouvernement ont considérablement été réduits depuis la dernière RPPP, en raison notamment de l'utilisation accrue de la communication par messages électroniques, dans le cadre des questions liées au projet, mais il reste que la Banque met toujours un temps considérable pour répondre aux requêtes liées aux projets ou pour émettre sa « non objection », notamment lorsque le véritable chef de projet est hors de Tunis. La Banque a donc été exhortée à désigner des chefs de projet suppléants pour l'ensemble des projets et à s'assurer qu'ils sont pleinement au fait des problèmes courants du projet. Il sera ainsi plus facile de réagir aux problèmes du projet en cours, même en l'absence des véritables chefs de projet.

3.2.4 Enfin, on a estimé que le piètre lancement du projet par la Banque, ainsi que le peu d'attention accordée au transfert des compétences relatives aux règles et procédures de décaissement et d'acquisition de la Banque, ont contribué aux difficultés de démarrage des projets. Par conséquent, il est nécessaire d'améliorer la planification et le contenu des missions de lancement.

### **3.3 Évaluation de la coordination du Groupe de la Banque avec les autres donateurs**

Les interventions du Groupe de la Banque en cours au Lesotho ne donnent pas la preuve d'un niveau élevé de coordination ou d'harmonisation des interventions des donateurs, notamment dans la conception des projets, le suivi et l'évaluation conjoints, ainsi que les revues et l'élaboration des rapports de projets (voir tableau 4). Cet état de choses peut s'expliquer en partie par le faible volume de l'aide<sup>7</sup> et l'insuffisance des capacités de coordination de l'aide. De plus, cette situation est aggravée par l'insuffisance des capacités de coordination de l'aide au MFDP. Toutefois, des initiatives sont prises en vue de combler les lacunes en matière de coordination des donateurs. Les partenaires au développement ont notamment créé un cadre de coordination des partenaires au développement (DPCF) doté d'un secrétariat rémunéré, qui se réunit toutes les deux semaines avec le MFDP. En outre, le Lesotho a signé la Déclaration de Paris à la mi-2008 et, en reconnaissance des récentes

<sup>7</sup> En 2006, l'aide publique au développement (APD) totale nette du Lesotho était estimée à 5 % du PIB et l'APD totale nette par habitant était estimée à quelque 36 dollars EU, contre les moyennes de 10 % et 44 dollars EU, respectivement, pour les seuls pays éligibles au FAD.

initiatives du Gouvernement visant l'amélioration des systèmes fiduciaires, certains principaux partenaires au développement, dont la Banque, ont convenu de mettre en œuvre une opération générale d'appui budgétaire au Lesotho qui devrait favoriser l'exécution satisfaisante du programme de Paris au plan national. Au niveau du projet, la Banque a pu assurer une coordination certes informelle, mais active avec les partenaires au développement qui interviennent dans chaque secteur qu'elle appuie au Lesotho, en participant notamment aux réunions de coordination des donateurs lorsque les chefs de projet se trouvent en mission, ainsi qu'aux revues sectorielles annuelles conjointes des donateurs.

### **3.4 Évaluation des cofinanciers dans les projets cofinancés**

Le Groupe de la Banque s'est toujours efforcé de jouer le rôle de catalyseur dans la mobilisation des ressources en faveur du Lesotho. Pendant la période examinée, deux opérations ont été cofinancées par la Banque et d'autres partenaires au développement, dont le projet routier Likalaneng-Thaba Tseka cofinancé avec la BADEA et le FKDEA et le projet SHRP cofinancé avec le Fonds OPEP. Comme le souligne la section 3.3 ci-dessus, la Banque collabore également avec d'autres partenaires au développement (initialement la Banque mondiale et l'Union européenne) dans le cadre du programme d'appui budgétaire en faveur du Lesotho. La performance globale des cofinanciers est jugée satisfaisante, même si le FKDEA a dû lancer un nouvel appel d'offres pour les travaux de génie civil du lot 2 du projet routier (voir 2.2.6). Le taux actuel de décaissement des fonds fournis par l'OPEP au titre du projet SHRP est de 99 %, contre 58 % pour le FAD.

## **IV. PROBLÈMES POTENTIELS ET LEÇONS POUR LA GESTION DU PORTEFEUILLE ET LE DOCUMENT DE STRATÉGIE**

### **4.1 Événuels problèmes futurs et mesures d'atténuation**

4.1.1 *Les effets pervers de l'insuffisance des capacités institutionnelles des CGP et du Gouvernement sur l'exécution des projets/programmes publics pourraient persister.* Le Gouvernement prend des dispositions en vue de réduire ce risque en prenant des initiatives visant l'amélioration de la structure des incitations destinées à attirer et à conserver le personnel de fort calibre dans la Fonction publique au titre du projet PSIRP. Le transfert du bureau régional en Afrique du Sud devrait contribuer à l'atténuation de ce risque en assurant un suivi étroit du portefeuille de la Banque au Lesotho.

4.1.2 *Il existe un risque potentiel que les tensions politiques compromettent la mise en œuvre du projet au Lesotho.* Toutefois, ce risque est atténué par le fait que les conflits politiques surviennent essentiellement après les élections générales. Les prochaines élections ne seront pas organisées avant 2012. Les efforts de médiation de la SADC devraient également favoriser la consolidation des institutions et de la culture démocratiques au Lesotho.

4.1.3 *La baisse du nombre de touristes en visite au Lesotho, suite à l'impact de la récession économique mondiale, pourrait également compromettre les objectifs de développement visés par le projet HNRRIEP.* Cependant, ce risque devrait être atténué par les signes de relance de l'économie mondiale ainsi que par les retombées attendus de la coupe du monde 2010 de la FIFA sur l'économie de l'Afrique du Sud, principale source de touristes du Lesotho.

4.1.4 *Certains projets du portefeuille pourraient être clôturés avant la réalisation complète de leurs activités.* Le MFDP s'est engagé à suivre de près la mise en œuvre des recommandations des missions de supervision du projet et de la présente RPPP.

## 4.2 Leçons pour la gestion du portefeuille et le DSP

Les principales leçons pour la gestion du portefeuille et les futures DSP peuvent se récapituler comme suit :

- pour assurer un impact sur ses domaines d'intervention choisis, la Banque devrait améliorer ses initiatives d'harmonisation et renforcer son niveau de coordination avec les autres donateurs, par exemple, en participant à l'opération d'appui budgétaire proposée et en intervenant conjointement avec les autres donateurs dans ses activités de prêt et son travail analytique;
- en raison du faible volume des ressources FAD allouées au Lesotho, la Banque devrait toujours mettre l'accent sur la sélectivité en limitant le nombre de domaines d'intervention à un maximum de deux par cycle du FAD;
- les questions liées aux capacités et aux mécanismes institutionnels des projets devraient être convenablement traitées lors de la conception des opérations ultérieures, en raison de l'impact négatif qu'elles tendent à avoir sur la mise en œuvre du projet, particulièrement dans les premières phases;
- le personnel clé de la CGP devrait être identifié lors de l'évaluation du projet, le cas échéant; et
- les revues à mi-parcours devraient être systématiques pour tous les projets dont le calendrier d'exécution a subi des décalages.

## V. CONCLUSION, LEÇONS ET RECOMMANDATIONS

### 5.1 Conclusion

Il ressort de la présente revue de portefeuille que la performance du portefeuille du Groupe de la Banque est globalement satisfaisante, avec une note de 2,23. Néanmoins, les opérations du Groupe de la Banque se heurtent toujours à certains problèmes génériques, notamment : les retards de démarrage ; la non-conformité avec les exigences en matière d'établissement de rapports ; les problèmes de communication entre la Banque et le Gouvernement ; la piètre gestion des projets ; et les fréquents changements de chefs de projet. A ce propos, le Gouvernement du Lesotho et la Banque devraient mettre en œuvre des actions spécifiques pour améliorer la performance de chacun des projets en cours, tel que mis en évidence à l'annexe III, ainsi que les recommandations formulées ci-dessous.

## 5.2 **Recommandations**

### 5.2.1 Le **Gouvernement** devrait :

- a) assurer le suivi des recommandations des missions de supervision et redoubler d'efforts dans la mise en œuvre des projets, afin d'éviter les retards d'exécution des projets et de veiller à l'achèvement de toutes les activités du projet en instance ;
- b) revoir les clauses de recrutement du personnel des CGP, afin d'éviter le problème récurrent des employés qui pensent pouvoir travailler même après la clôture du projet ;
- c) Intensifier les actions visant à s'assurer que les rapports d'étape et tous les rapports d'audit en instance sont de qualité et présentés à la Banque sans délai, afin d'éviter des sanctions sous forme de suspension des décaissements ; et
- d) prendre toutes les dispositions nécessaires pour mettre en œuvre les mesures recommandées par la présente revue de portefeuille, afin de garantir une amélioration significative de la performance du portefeuille.

### 5.2.2 La Banque devrait :

- a) s'assurer que les questions liées aux capacités et aux mécanismes institutionnels sont convenablement traitées par la Banque pendant la préparation et l'évaluation de ses opérations;
- b) intensifier l'offre de formation en administration des prêts afin de permettre au personnel des CGP de se familiariser avec les règles et procédures d'acquisition, de décaissement, de gestion financière et d'établissement de rapports ;
- c) améliorer le lancement des projets afin de mettre l'accent sur le transfert des compétences relatives aux règles et procédures d'acquisition et de décaissement de la Banque ;
- d) assurer la stabilité des chefs de projet afin d'éviter d'inutiles interruptions de la mise en œuvre des projets ;
- e) veiller à l'application effective de la mesure relative à la désignation de chefs de projet suppléants pour l'ensemble des projets et s'assurer qu'ils maîtrisent pleinement les problèmes courants du projet, afin qu'ils puissent réagir rapidement aux problèmes posés dans le cadre du projet, même en l'absence du véritable chef de projet ; et
- f) doter le Bureau régional d'Afrique du Sud d'un personnel suffisant afin d'étendre son rôle de supervision de la mise en œuvre des opérations de la Banque au Lesotho, et de renforcer le dialogue avec les partenaires au développement dans le pays.

5.2.3 Les Conseils d'administration sont priés de prendre acte des conclusions du rapport de performance du portefeuille pays et d'approuver les recommandations formulées dans le présent rapport, qui visent l'amélioration de la performance du portefeuille en cours au Lesotho.

## Principaux indicateurs de développement

Lesotho - Indicateurs de développement				
Indicateurs sociaux	Lesotho		Afrique	Pays en développement
	1990	2008 *		
Superficie ( 000 Km <sup>2</sup> )	30		30 323	80 976
Population totale (millions)	1,6	2,0	986	5 523
Croissance annuelle de la population (%)	1,5	0,6	2,3	1,4
Espérance de vie à la naissance -Total (années)	59	43	55	66
Taux de mortalité infantile (pour 1000)	75,6	62,8	83,9	53,1
Nombre de médecins (pour 100000 habitants)	4,6	4,6	39,6	78,0
Naissances assistées par un personnel de santé qualifié (%)	...	55,4	51,2	59,0
Taux de vac. contre rougeole (% d'enfants de 12-23 mois)	80,0	80,0	83,1	81,0
Taux de scolarisation au primaire (% brut)	111,8	114,4	99,6	106,0
Ratio Filles/Garçons au primaire (%)	123	100	92	100,0
Taux d'analphabétisme (% de la population >15 ans)	...	...	33,2	26,6
Accès à l'eau salubre (% de la population)	...	78,0	64,3	84,0
Accès aux services sanitaires (% de la population)	...	36,0	37,6	53,0
Valeur de l'IDH (Rang sur 179 pays)	...	155	...	...
Indice de pauvreté humaine (IPH-1) (% de la Population)	...	34,6	38,7	...
Lesotho				
Indicateurs macroéconomiques	2000	2007	2008	2009**
RNB par habitant, méthode Atlas (\$ courant)	630	1 000	...	...
PIB (Million de dollars courant)	783	1 672	1 323	1 181
Croissance du PIB réel (% annuel)	4,5	5,1	4,2	3,8
Croissance du PIB réel par habitant (% annuel)	2,9	4,4	3,5	3,2
Investissement intérieur brut (% du PIB)	42,1	24,3	27,5	30,7
Inflation (% annuel)	6,1	8,0	10,7	9,8
Solde budgétaire (% du PIB)	-6,7	12,2	10,8	15,2
Commerce, Dette extérieure & Flux financiers	2000	2007	2008	2009**
Variation en volume des exportations (%)	26,4	2,7	-3,7	-6,6
Variation en volume des importations (%)	-2,4	11,6	9,4	3,8
Variation des termes de l'échange	1,4	6,5	12,5	8,0
Balance commerciale ( Million de dollars E.U.)	- 516	- 799	- 739	- 739
Balance commerciale (% du PIB)	-65,9	-47,8	-55,9	-62,6
Solde des comptes courants ( Million de dollars E.U.)	- 156	211	- 59	106
Solde des comptes courants (% du PIB)	-19,9	12,6	-4,5	8,9
Service de la dette (% des exportations)	19,1	4,7	4,1	4,1
Dette extérieure totale (% du PIB)	75,7	41,1	53,8	63,0
Flux financiers nets totaux ( Million de dollars E.U.)	11	111	...	...
Aide publique au développement nette ( Mn de dollars E.U.)	37	130	...	...
Investissements nets directs ( Million de dollars E.U.)	32	106	...	...
Réserves internationales (mois d'import. de bien & serv.)	5,4	...	...	...
Développement du secteur privé et infrastructures	2000	2006	2007	2008
Temps requis pour démarrer une affaire (jours)	...	73	73	40
Indice de protection des investisseurs (0-10)	...	3,7	4	4
Lignes téléphoniques fixes (pour 1000 hab.)	12	27	26	...
Abonnés aux téléphones mobiles (pour 1000 hab.)	11	179	227	...
Utilisateurs d'internet (000)	4,0	60,0	70,0	...
Routes asphaltées (% du total des routes)	...	...	...	...
Ferroviaire, Marchandises transportées (million ton-km)	...	...	...	...

Source: Département de la statistique de la BAD, à partir de sources nationales et internationales.

\* Année la plus récente.

Dernière mise à jour : Mars 2009

\*\* Préviation

## Opérations du Groupe de la Banque au Lesotho depuis 1974

No.	Titre du projet	Guichet	Date d'approbation	Date de signature	Entrée en vigueur	Date d'achèvement	Montant approuvé	Montant décaissé	Engagement net	Taux de décaissement (%)	Etat
<b>Agriculture &amp; Développement rural</b>											
1	Projet de développement de l'irrigation de Phuthiatsana	FAD	26-Nov-1974	1-Août-1975	30-Nov-1977	30-Juin-78	4,605,260.00	734,436.01	734,436.01	100.00	Annulé
2	Parcs d'engraissement du Lesotho	FAD	19-Déc-1978	17-Mai-1979	15-Fév-1981	31-Déc-87	4,328,944.00	4,328,944.39	4,328,944.39	100.00	Achevé
3	Projet de développement rural intégré de Phuthiatsana	FAD	30-Oct-1981	5-Mar-1982	9-Sep-1983	31-Déc-97	7,368,416.00	6,534,742.58	6,534,742.58	100.00	Achevé
4	Etude pour le développement des industries porcine-avicole	FAT	13-Juin-1985	12-Juil-1985		31-Déc-98	424,000.00	0.00	0.00	0.00	Annulé
5	Appui institutionnel à la Lesotho Bank (Don)	FAD	30-Oct-1990	31-Jan-1991	1-Sep-1992	31-Déc-98	1,103,420.00	717,338.62	717,338.62	100.00	Achevé
6	Projet de développement rural de Berea	FAD	8-Juil-1998	15-Déc-1998	15-Fév-1981		4,500,000.00	0.00	0.00	0.00	Annulé
7	Prêt d'ajustement agricole	FAD	3-Mar-1999	24-Mai-1999	7-Fév-2000	31-Juil-03	3,500,000.00	1,781,703.28	1,781,703.28	100.00	Achevé
	Prêt d'ajustement agricole	FAT	3-Mar-1999	24-Mai-1999	7-Fév-2000	31-Juil-03	1,330,000.00	572,284.52	572,284.52	100.00	Achevé
8	Valorisat. ressources natur. des hautes terres & revenu rural	FAD	7-Sep-2000	14-Mar-2001	15-Sep-2001	31-Déc-09	4,490,000.00	4,483,131.87	4,490,000.00	99.85	En cours
	Valorisat. ressources natur. des hautes terres & revenu rural	FAT	7-Sep-2000	14-Mar-2001	15-Sep-2001	31-Déc-09	750,000.00	556,634.29	750,000.00	74.22	En cours
<b>8</b>	<b>Total partiel : Agriculture</b>						<b>32,400,040.00</b>	<b>19,709,215.56</b>	<b>19,909,449.40</b>	<b>98.99</b>	
<b>Finance</b>											
1	Ligne de crédit	FSN	27-Nov-1979	21-Déc-1979	10-Avr-1981	31-Mar-89	2,130,000.00	2,101,349.48	2,101,349.48	100.00	Achevé
2	Rural Credit and Banking Facilities	FAD	23-Sep-1986	4-Fév-1987	10-Mar-1988	30-Juin-94	4,236,839.00	4,221,054.52	4,221,054.52	100.00	Achevé
3	Ligne de crédit agricole	FSN	18-Déc-1989	31-Jan-1991	26-Juin-1995	31-Déc-96	3,000,000.00	169,143.91	169,143.91	100.00	Annulé
4	Deuxième ligne de crédit à LNDS	FSN	15-Déc-1994	23-Mai-1995	1-Sep-1995	30-Juin-04	4,500,000.00	3,159,504.30	3,159,504.30	100.00	Achevé
<b>4</b>	<b>Total partiel : Finance</b>						<b>13,866,839.00</b>	<b>9,651,052.21</b>	<b>9,651,052.21</b>	<b>100.00</b>	
<b>Industrie</b>											
1	Projet de traitement du bois et du Mohair	FSN	24-Juin-1992	24-Sep-1992	8-Avr-1993	31-Mai-94	5,000,000.00	2,075,834.93	2,075,834.93	100.00	Achevé
2	Projet de tuiles en céramique vernissé	BAD	24-Juin-1992	24-Sep-1992	5-Fév-1993	31-Jul-97	8,260,000.00	8,023,064.22	8,023,064.22	100.00	Achevé
<b>2</b>	<b>Total partiel : Industrie</b>						<b>13,260,000.00</b>	<b>10,098,899.15</b>	<b>10,098,899.15</b>	<b>100.00</b>	

Multi-Secteur											
1	Appui institutionnel au Ministère des Finances	FAT	25-Sep-1991	13-Mai-1992	8-Juin-1993	31-Déc-09	773,684.00	771,438.95	771,438.95	100.00	Achevé
2	Programme de réformes du secteur des services publics	FAD	22-Nov-2000	14-Mar-2001	22-Mai-2001	31-Déc-06	6,500,000.00	6,492,628.58	6,492,628.58	100.00	Achevé
3	Appui institutionnel au MFDF & MOPWT	FAT	24-Nov-2004	16-Mai-2005	26-Mai-2006	31-Déc-09	790,000.00	626,638.86	790,000.00	79.32	En cours
<b>3</b>	<b>Total partiel : Multisecteur</b>						<b>8,063,684.00</b>	<b>7,890,706.39</b>	<b>8,054,067.53</b>	<b>97.97</b>	
Services publics											
1	Adduction d'eau de Maseru	FAD	27-Jun-1977	15-Nov-1977	30-Mai-1978	31-Déc-82	5,296,049.00	5,296,048.99	5,296,048.99	100.00	Achevé
2	Télécommunications	BAD	29-Jan-1980	15-Fév-1980	15-Sep-1980	30-Jun-86	8,730,000.00	7,778,484.02	7,778,484.02	100.00	Achevé
3	Adduction d'eau dans 4 centres	FAD	16-Dec-1982	12-Mai-1983	22-Mai-1984	31-Déc-94	6,078,943.00	6,078,943.00	6,078,943.00	100.00	Achevé
4	Etude d'Oxbow	FAT	17-Jun-1985	12-Juil-1985	7-Mai-1987	31-Déc-94	1,151,315.00	1,024,462.42	1,024,462.42	100.00	Achevé
5	Adduction d'eau de Maseru Phase II	BAD	26-Août 1985	25-Sep-1985	17-Mar-1986	31-Déc-91	6,630,000.00	6,630,000.00	6,630,000.00	100.00	Achevé
	Adduction d'eau de Maseru Phase II	FAD	26-Août-1985	25-Sep-1985	17-Mar-1986	30-Jun-94	7,368,416.00	7,136,185.62	7,136,185.62	100.00	Achevé
6	Projet hydroélectrique de Muela	BAD	1-Déc-1992	13-Mai-1993			20,000,000.00	0.00	0.00	0.00	Annulé
7	Etude du plan directeur de l'électricité	FAT	15-Déc-1992	13-Mai-1993	23-Nov-1993	31-Mar-00	561,842.00	505,997.63	505,997.63	100.00	Achevé
8	Projet d'approvisionnement en électricité	FAD	4-Fév-2009	13-Mai-2009			8,900,000.00	0.00	8,900,000.00	0.00	En cours
	Projet d'approvisionnement en électricité	Don	4-Fév-2009	13-Mai-2009			2,100,000.00	0.00	2,100,000.00	0.00	En cours
<b>8</b>	<b>Total partiel : Services publics</b>						<b>66,816,565.00</b>	<b>34,450,121.68</b>	<b>45,450,121.68</b>	<b>75.80</b>	
Social											
1	Développement des services de santé	FAD	27-Fév-1976	6-Mai-1976	28-Fév-1978	31-Déc-83	2,302,630.00	361,328.67	361,328.67	100.00	Achevé
2	Services de santé rurale	FAD	16-Déc-1983	13-Mar-1984	12-Fév-1985	31-Déc-98	5,848,680.00	5,848,621.04	5,848,621.04	100.00	Achevé
	Santé rurale	FAT	16-Déc-1983	13-Mar-1984	12-Mar-1985	31-Déc-98	1,142,104.00	1,141,757.65	1,141,757.65	100.00	Achevé
3	Services de santé rurale Projet II	FAD	17-Août-1987	26-Nov-1987	2-Fév-1988	28-Juil-94	11,697,360.00	11,695,565.50	11,695,565.50	100.00	Achevé
4	Amélioration de l'enseignement secondaire	FAD	18-Jan-1990	30-Nov-1990	19-Mar-1991	31-Mar-01	4,624,602.00	4,624,617.28	4,624,617.28	100.00	Achevé
	Etude sur l'amélioration de l'enseignement secondaire	FAT	18-Jan-1990	29-Mai-1990	6-Fév-1991	31-Mar-01	1,302,368.00	1,302,263.07	1,302,263.07	100.00	Achevé

5	Santé rurale III	FAD	17-Sep-1990	31-Jan-1991	9-Sep-1991	31-Déc-99	7,073,679.00	6,983,983.09	6,983,983.09	100.00	Achevé
6	Services de santé rurale IV	FAD	24-Jun-1992	24-Sep-1992	22-Oct-1993	30-Avr-04	11,052,624.00	11,043,268.65	11,043,268.65	100.00	Achevé
7	Etude sur la santé	FAD	5-Nov-1997	5-Mar-1998	17-Fév-1999	31-Déc-02	800,000.00	797,173.44	797,173.44	100.00	Achevé
8	Projet Education II	FAD	18-Nov-1998	6-Avr-1999	10-Déc-1999	31-Déc-06	8,500,000.00	8,500,000.00	8,500,000.00	100.00	Achevé
	Projet Education II	FAD	18-Nov-1998	6-Avr-1999	10-Déc-1999	31-Déc-06	300,000.00	296,977.97	296,977.97	100.00	Achevé
9	Appui au programme de réformes de la santé	FAD	9-Jan-2002	17-Avr-2002	24-Oct-2002	31-Déc-09	6,400,000.00	3,746,008.48	6,400,000.00	58.53	En cours
	Appui au programme de réforme de la santé	FAT	9-Jan-2002	17-Avr-2002	24-Oct-2002	31-Déc-09	1,000,000.00	555,475.51	1,000,000.00	55.55	En cours
10	Amélioration de la qualité de l'éducation (Education III)	FAD	4-Avr-2007	17-Mai-2007	10-Jan-2008	31-Déc-13	1,570,000.00	0.00	1,570,000.00	0.00	En cours
	Amélioration de la qualité de l'éducation (Education III)	Don	4-Avr-2007	17-Mai-2007	10-Jan-2008	31-Déc-13	7,000,000.00	490,515.70	7,000,000.00	7.01	En cours
<b>10</b>	<b>Total partiel : Social</b>						<b>70,614,047.00</b>	<b>57,387,556.05</b>	<b>68,565,556.36</b>	<b>83.70</b>	
<b>Transport</b>											
1	Etudes de la route Butha-Butha-Roma-Somokong	FAT	25-Mar-1975	7-Mai-1975	23-Sep-1976	31-Déc-97	828,947.00	710,932.30	710,932.30	100.00	Achevé
2	Construction de la route Butha-Butha-Roma-Somokong	FAD	20-Oct-1977	15-Nov-1977	10-Dec-1978	31-Déc-82	6,171,048.00	6,158,909.28	6,158,909.28	100.00	Achevé
3	Aéroport international de Maseru Phase I	BAD	29-Août-1979	8-Oct-1979	15-Dec-1980	31-Déc-84	8,000,000.00	7,911,315.41	7,911,315.41	100.00	Achevé
4	Projet de construction de la route Joel-Drift-Khamana	FAD	29-Fév-1980	13-Juin-1980	28-Oct-1980	31-Déc-83	5,618,417.00	5,618,417.20	5,618,417.20	100.00	Achevé
5	Entretien routier au Lesotho	FAD	16-Dec-1983	Août1984	9-Nov-1984	31-Déc-88	8,059,205.00	5,745,341.08	5,745,341.08	100.00	Achevé
6	Voie de desserte	FAT	14-Mar-1984	9-Mai-1984	6-Août-1984	30-Juin-94	906,315.00	628,677.68	628,677.68	100.00	Achevé
7	Route Masianokeng-Mefeteng-Masianokeng-Roma	FAD	19-Nov-1984	11-Dec-1984	26-Avr-1985	30-Juin-94	6,447,364.00	5,963,811.65	5,963,811.65	100.00	Achevé
8	Aéroport international de Maseru Phase II	BAD	14-Déc-1984	3-Jan-1985	13-Fév-1985	30-Juin-94	12,040,000.00	8,227,811.11	8,227,811.11	100.00	Achevé
9	Projet routier Khamane-Oxbow	FAD	18-Juin-1986	16-Jul-1986	1-Avr-1987	31-Déc-95	6,424,338.00	5,599,865.70	5,599,865.70	100.00	Achevé
10	Route Oxbow-Mokhotlong	FAD	18-Jan-1988	30-Mai-1989	19-Mar-1990	30-Juin-99	17,168,409.00	17,139,633.02	17,139,633.02	100.00	Achevé
11	Projet d'appui institutionnel (Don)	FAT	22-Mai-1989	30-Mai-1989	11-Mai-1990	31-Déc-98	2,588,156.00	2,289,996.97	2,289,996.97	100.00	Achevé
	Route Oxbow-Mokholong (Supplémentaire)	FAD	1-Dec-1992	13-Mai-1993	8-Jul-1996	30-Juin-99	2,855,261.00	2,854,613.21	2,854,613.21	100.00	Achevé

12	Etude de deux routes rurales	FAD	22-Sep-1999	26-Avr-2000	11-Août2000	30-Juin-04	1,224,000.00	302,654.61	302,654.61	100.00	Achevé
13	Projet routier Mpharane-Bela Bela	FAD	16-Jan-2002	17-Avr-2002	30-Sep-2002	31-Déc-05	4,290,000.00	4,290,000.00	4,290,000.00	100.00	Achevé
14	Projet routier Likalaneng-Thaba Tseka	FAD	29-Oct-2003	25-Mai-2004	29-Mar-2005	31-Déc-09	10,530,000.00	8,721,479.74	10,530,000.00	82.83	En cours
	Projet routier Likalaneng-Thaba Tseka (Supplémentaire)	FAD	4-Dec-2006	26-Avr-2007		31-Déc-09	6,830,000.00	3,419,231.18	6,830,000.00	50.06	En cours
<b>14</b>	<b>Total partiel : Transport</b>						<b>99,981,460.00</b>	<b>85,582,690.14</b>	<b>90,801,979.22</b>	<b>94.25</b>	
<b>49</b>	<b>Total général</b>						<b>305,002,635</b>	<b>224 770 241,18</b>	<b>252 531 125,55</b>	<b>89.01</b>	
	BAD						<b>63 660 000</b>	<b>38 570 674,76</b>	<b>38 570 674,76</b>	<b>100.00</b>	
	FAD						<b>226.712.635</b>	<b>178 693 733,80</b>	<b>206 454 618,17</b>	<b>86.55</b>	
	FSN						<b>14 630 000</b>	<b>7 505 832,62</b>	<b>7 505 832,62</b>	<b>100.00</b>	

## Annexe II (B)

## Instantané du portefeuille des projets en cours et projets en réserve

## Projection des prêts au Lesotho

Allocations du FAD-11 (en millions d'UC) = 17.38      2008      2009      2010      2011

<b>Approuvé</b>	Projet d'approvisionnement en électricité	11.0	
	Programme d'appui à la réduction de la pauvreté	6.38	10.00
<b>Programmé</b>	Projet d'amélioration des compétences		10.0
<b>Total</b>		<b>17.38</b>	<b>20.00</b>
		100 %	100 %
		(FAD-XI)	(FAD-XII)
<i>Répartition en pourcentage</i>			

## Projets en cours au Lesotho au 31.08.2009

Nom du secteur	Titre complet	Date d'approbation	Date de signature	Montant approuvé (en millions d'UC)	Montant décaissé (en millions d'UC)	% décaiss.	Entrée en vigueur	Date de clôture	Age	Dashboard
Agriculture	Ressources naturelles des hautes terres & Revenu rural	7 sept.00	14-Mar-01	5.2	5.0	96.2 %	15-Sep-01	30-Jun-09	8.98	PPP
<b>Total Agriculture</b>				<b>5.2</b>	<b>5.0</b>	<b>96.2 %</b>			<b>8.98</b>	
Transport	Projet routier Likalaneng -Thaba Tseka	29 oct.03	25-Mai-04	17.4	12.1	69.9 %	29-Mar-05	29-Dec-09	5.84	
<b>Total Transport</b>				<b>17.4</b>	<b>12.1</b>	<b>69.9 %</b>			<b>5.84</b>	
Social	Appui au programme de réformes de la santé	9 janv.02	17-Avr-02	7.4	4.3	57.8 %	24-Oct-02	30-Dec-09	7.64	PPP
Social	Promotion de la qualité de l'éducation	4 avr. 07	17-Mai-07	8.6	0.5	5.72 %	10-Jan-08	31-Dec-13	2.41	
<b>Total Social</b>				<b>16.0</b>	<b>4.8</b>	<b>29.9 %</b>			<b>5.03</b>	
Multi-Secteur	Appui institutionnel au MFD & MPWT	24 nov 04	16-Mai-06	0.8	0.6	79.0 %	26-May-06	31-Dec-09	4.77	
<b>Total Multi-Secteur</b>				<b>0.8</b>	<b>0.5</b>	<b>68.6 %</b>			<b>4.77</b>	
<b>Total (opérations effectives)</b>				<b>39.4</b>	<b>22.6</b>	<b>57.4 %</b>			<b>4.71</b>	
Energie	Approvisionnement en électricité	4 fév 2009		11.0	0.0	0.0 %		31-Jul-12	0.58	
<b>Total Energie</b>				<b>11.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0 %</b>			<b>0.58</b>	
<b>Total (engagements)</b>				<b>50.4</b>	<b>22.6</b>	<b>44.8 %</b>			<b>5.40</b>	

**Résumé des mesures spécifiques nécessaires pour les projets en cours**

Nom du projet	Date approbation	Principaux problèmes	Mesures prises ou à prendre	Date des mesures à prendre
<b>AGRICULTURE</b>				
Projet de valorisation des ressources naturelles des hautes terres et d'amélioration du revenu rural	7 sept. 2000	Le taux de décaissement de 83 % n'est pas suffisant, étant donné que la clôture du projet est finalement prévue le 31 décembre 2009 après trois prorogations. Si des avancées significatives ne sont pas enregistrées dans les deux statuts physiques, le projet risque d'être clôturé alors que certaines activités sont encore en cours	Le GoL et la CGP devraient intensifier les efforts pour éviter tout nouveau retard de mise en œuvre et pour accélérer fortement l'acquisition du matériau de construction	LHDA, CGP et LTDC devraient résoudre immédiatement le problème inhérent à la lourdeur des procédures internes d'acquisition actuellement appliquées, tout en tenant compte du fait que le mode d'acquisition en régie est en vigueur
		Les travaux de construction de 5 chalets sur 14 à Bokong sont achevés à 40 %, tandis que la construction du Centre d'information n'a pas encore commencé	Etant donné que le mode d'acquisition en régie est utilisé pour les travaux de génie civil, la CGP devrait recruter autant d'employés temporaires que possible afin d'accélérer la mise en œuvre des activités du projet en cours	CGP, LHDA, LTDC devraient résoudre immédiatement le problème
		Les rapports d'étape trimestriels ne sont pas soumis à temps et leur qualité est en-deçà de la norme requise en termes de compte rendu des progrès enregistrés en matière d'exécution du projet et de présentation des preuves de l'atteinte des cibles et objectifs fixés	Le Coordinateur du projet devrait intensifier les efforts pour s'assurer que des rapports d'étape trimestriels de qualité sont régulièrement élaborés et soumis à l'approbation de la Banque	Au plus tard au troisième trimestre de 2009
		La Banque n'a pas encore reçu le rapport d'audit pour l'exercice budgétaire se terminant le 31 juillet 2008	Le GoL devrait s'assurer que le rapport d'audit 2008 est soumis sans tarder et qu'il est conforme au cadre de référence envoyé à la CGP	Immédiatement – GoL/CGP
<b>MULTISECTEUR</b>				
Projet d'appui institutionnel pour MFDP et MPWT	24 nov. 2004	La clôture du projet est finalement prévue le 31 décembre 2009 après deux prorogations et la date du dernier décaissement a expiré le 30 juin 2009, or la formation à long terme qui va au-delà de la clôture du projet n'a pas débuté. Actuellement, 21 % des fonds du projet n'ont pas été déboursés.	Le MFDP et la Banque devraient s'accorder sur la manière dont les fonds restants devraient être utilisés avant la clôture du projet	Immédiatement – MFDP et BAD
		Les rapports d'étape trimestriels pour la période s'achevant le 31 mars 2009 n'ont pas encore été soumis à la Banque	Le GoL devra soumettre à la Banque le rapport final du projet d'ici à la fin décembre 2009	Le MFDP devrait boucler immédiatement le

				rapport d'étape trimestriel
		Le MFDP a demandé au Vérificateur général de faire l'audit de l'état financier de la période se terminant le 31 mars 2010 et des comptes de clôture du projet	Le MFDP devra veiller à l'accélération des audits	Le MFDP assurera le suivi i) immédiatement pour l'audit du 31 mars 2009 et ii) dès la clôture du projet
<b>SECTEUR SOCIAL</b>				
Appui au Programme de réforme de la santé	9 janv. 2002	Le 31 décembre 2009 est la date du dernier décaissement du projet, or plus de 40 % du prêt et 54 % du don ne sont pas encore décaissés. La construction de l'hôpital psychiatrique de Mohlomi ne s'achèvera pas avant mai 2009. La mise au point du processus d'acquisition d'équipements et mobilier médicaux devra attendre que les travaux de génie civil de l'hôpital enregistrent des avancées significatives	Le MHSW et la BAD débattront des questions relatives à la mise en œuvre des activités pendantes et au calendrier de clôture du projet  Accélérer la mise en œuvre des travaux de génie civil à l'hôpital psychiatrique de Mohlomi	Immédiatement – MHSW et BAD  Immédiatement - MHSW
		Le projet a été supervisé en octobre 2008. Etant donné que sa clôture doit survenir dans moins de six mois, il est nécessaire que la Banque envoie une mission de supervision sur le terrain là où des problèmes d'utilisation de fonds non décaissés pourraient être résolus	Le MHSW devra demander à la Banque d'envoyer une mission de supervision sur le terrain	Immédiatement – MHSW
<b>ÉDUCATION</b>				
Projet d'amélioration de la qualité de l'éducation (Education III):	4 avril 2007	Des retards ont été enregistrés en matière de pourvoi des principaux postes vacants de la cellule des équipements éducatifs, notamment le coordinateur du projet, le comptable du projet, l'expert en S&E et le responsable des acquisitions	Le MOET devrait accélérer la dotation des postes vacants	Immédiatement – MOET
		On considère qu'un taux de remboursement de 7 % est très bas pour un projet ayant démarré il y a deux ans	Le MOET devrait accélérer l'utilisation du premier décaissement et la mise au point du contrat d'études afin d'accélérer l'exécution du projet	Immédiatement – MOET
		Le projet a été supervisé pour la dernière fois en mars 2009	La Banque devrait envoyer une mission de supervision sur le terrain	Immédiatement – BAD
<b>TRANSPORT</b>				
Projet routier Likalaneng-Thaba Tseka	29 oct. 2003	L'audit final pour l'exercice se terminant le 28 février 2009 n'a pas encore été pratiqué.	Le Gouvernement devrait accélérer la préparation de l'audit	Immédiatement - MPWT
		La préparation du rapport d'achèvement de projet devrait être lancée	La BAD devrait envoyer une mission de préparation du rapport d'achèvement de projet sur le terrain	Immédiatement - BAD